

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes,<voir date d'approbation>

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/10/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **FRAMATOME (EX-SOMANU)**

27 rue de l'Industrie  
BP 20189  
59573 Jeumont

Références : V3-2024-326  
Code AIOT : 0003801506

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/10/2024 dans l'établissement FRAMATOME (EX-SOMANU) implanté ZAC de Grévaux les Guides 59600 Maubeuge. L'inspection a été annoncée le 03/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRAMATOME (EX-SOMANU)
- ZAC de Grévaux les Guides 59600 Maubeuge
- Code AIOT : 0003801506
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement FRAMATOME de Maubeuge, est un établissement de la société FRAMATOME dont le

siège social est situé 1, place Jean Millier à Courbevoie. Cet établissement est enregistré sous le numéro SIRET 379 041 395 00177.

L'établissement FRAMATOME (Ex SOMANU) était initialement autorisé comme Installation Nucléaire de Base par décret du 18 octobre 1985. Suite à la parution du décret du 11 mai 2007 modifiant les seuils de classement des Installations Nucléaire de Base, l'exploitant a formulé une demande afin de sortir du régime INB (Installation Nucléaire de Base) en date du 26 février 2018.

Par décision commune ASN / DGPR du 25 mai 2018, il a été acté que cette installation basculait du régime INB vers le régime ICPE. Il a donc été donné récépissé à l'exploitant de sa demande.

Dans le cadre de ce récépissé, et conformément aux dispositions de l'article R. 512-3 du code de l'Environnement, ont été sollicitées une note de présentation non-technique, une étude d'impact et une étude de dangers.

Par arrêté préfectoral du 22 juin 2018, le Préfet du Nord a donné récépissé pour les rubriques 1716-1, 2565-2, 2797 et 2560-1 de la nomenclature des installations classées. Un arrêté préfectoral du 19 décembre 2019 a acté ce classement, ainsi que le changement d'exploitant au profit de la société FRAMATOME.

Suite à l'instruction des études d'impact et de dangers, un arrêté préfectoral complémentaire en date du 09 février 2021 encadre désormais l'activité du site.

L'établissement mène une activité de maintenance de pièces mécaniques contaminées par des éléments radioactifs, principalement issues de circuits primaires de centrales nucléaires. L'établissement est implanté sur la parcelle AT0461 sur la commune de Maubeuge.

L'établissement est constitué de plusieurs bâtiments :

- Le bâtiment administratif ;
- L'atelier de maintenance ;
- Un entrepôt de stockage de conteneurs de pièces radioactives ;
- Une zone de stockage non couverte ;
- Une salle de restauration collective ;

Les pièces reçues pour maintenance sont acheminées sur le site de Maubeuge par transport routier. Si l'activité radioactive le nécessite, ces pièces subissent un traitement de surface afin de diminuer l'activité présente sur la pièce à un niveau acceptable. Les pièces sont ensuite retravaillées et/ou certains éléments sont remplacés.

Une fois ces opérations réalisées, la pièce peut être stockée provisoirement sur place ou réexpédiée. Certaines pièces proviennent de centrales nucléaires étrangères (Belgique, Afrique du sud...). Pour ce cas particulier, les déchets associés au traitement reçu par la pièce sont également réexpédiés au propriétaire de la pièce.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les points examinés n'ont pas montré de non-conformité.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	substances et mélanges dangereux : étiquetage	AP Complémentaire du 09/02/2021, article 5.1.2	Sans objet
2	substances et mélanges dangereux : identification des produits	AP Complémentaire du 09/02/2021, article 5.1.1	Sans objet

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les points examinés n'ont pas montré de non-conformité.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : substances et mélanges dangereux : étiquetage

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2021, article 5.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, substances et mélanges dangereux : étiquetage
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>Article 5.1.2 Étiquetage des substances et mélanges dangereux</u></b> Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.  Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux devront également être munis des pictogrammes définis par le règlement susvisé.
<b>Constats :</b>  Les stockages du "magasin froid" sont les stockages en attente d'utilisation, ils sont situés à l'extérieur des bâtiments dans une zone définie où se trouvent des armoires "spéciales produits chimiques". Ces armoires sont adaptées à pouvoir stocker des produits chimiques (elles contiennent leurs propres rétentions).  Les armoires sont séparées les unes des autres physiquement et contiennent chacune des produits chimiques différents. Le type de produit et la contenance globale sont indiquées sur les armoires.  Ces stockages ont été vus lors de la présente visite d'inspection. Ils sont en bon état, pourvus de leurs rétentions internes et les stockages sont ceux annoncés à l'extérieur de chaque armoire (un contrôle par sondage a été fait lors de la visite d'inspection).  Les étiquetages des différentes substances et mélanges dangereux sont les étiquetages d'origine.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Ces constats n'appellent pas de remarques de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 2 : substances et mélanges dangereux : identification des produits

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/02/2021, article 5.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, substances et mélanges dangereux : identification des produits
<b>Prescription contrôlée :</b>  <b><u>5.1.1 Identification des produits</u></b> L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement), en tenant compte des mentions de dangers codifiées par la réglementation en vigueur, sont tenus à jour dans un registre. Un plan général des stockages est annexé à l'état des stocks.  Ce registre, éventuellement informatisé, est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et des services publics d'incendie et de secours.  L'exploitant dispose sur le site, avant la réception des substances et produits, de l'ensemble des documents nécessaires à l'identification de la nature et des risques des substances et des produits présents dans les installations, et en particulier : <ul style="list-style-type: none"><li>• les fiches de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ou tous autres documents équivalents ;</li></ul> (...) Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services publics d'incendie et de secours.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique qu'il réalise un inventaire de ses stockages à travers son instruction interne IT 307 (les stockages de produits et substances dangereuses sont suivis par cette procédure - imprimé type 307).  Cet inventaire est disponible de manière informatique et peut être rapidement imprimé. Le plan de différents stockages contenant les risques associés est inclus dans le Plan d'Organisation Interne (document disponible notamment dans la salle dédiée aux exercices de crise).  Deux types de stockages sont suivis : <ul style="list-style-type: none"><li>• les stockages du "magasin froid" qui sont les stockages en attente d'utilisation, situés à l'extérieur des bâtiments, dans une zone définie où se trouvent des armoires "spéciales produits chimiques". Ces armoires sont adaptées à pouvoir stocker des produits chimiques (elles contiennent leurs propres rétentions). Les armoires sont séparées les unes des autres et contiennent chacune des produits chimiques différents. Le type de produit et la contenance globale sont indiquées sur les armoires. L'exploitant indique que pour ces produits, les incompatibilités de produits ont été pris en comptes dans le choix des emplacements de stockage. Pour ces substances, l'exploitant connaît exactement les quantités présentes : ceci a été testé par sondage par l'inspection.</li><li>• les stockages en zone "chaude" (en matière de radioprotection) sont ceux en cours d'utilisation dans le process. Pour ces stockages, la quantité exacte présente n'est pas connue, seuls sont présentes des quantités enveloppes (les volumes maximums susceptibles d'être présents).</li></ul> Un exercice de traçabilité a été réalisé par l'inspection sur les informations enregistrées sur le stockage d'hydrazine sur l'IT 307.  Les fiches données sécurité sont disponibles.

Un exercice de traçabilité de ces FDS a été effectué pour deux substances (un solvant et une base) indiquées comme des matières stockées dans l'IT 307, l'exploitant a pu fournir rapidement les FDS correspondantes (ces FDS étaient récentes).

Lors de la visite d'inspection, le magasinier, seule personne autorisée à accéder aux substances du magasin froid, a été interrogé par l'inspection pour connaître les procédures appliquées (et le logiciel utilisé) en matières de réception et de gestion de ces substances. Le magasinier indique que le logiciel de commande dispose d'un système de blocage informatique qui impose un système de validation interne avant la commande d'une nouvelle substance. La présence d'une FDS actualisée est vérifiée dans ce cadre.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Ces constats n'appellent pas de remarques de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite